



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
5 octobre 2022

Pour tout CONTACT :
npacapnpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CONTRE L'INFLATION ET POUR FINANCER LES RETRAITES : IMPOSER LA HAUSSE DES SALAIRES !

Il y aura finalement un « cycle de concertations » sur la réforme des retraites à partir de cette semaine. Le gouvernement fait ainsi mine de temporiser, de peur que des grèves se multiplient. Les directions syndicales s'y sont aussitôt engouffrées, tout en disant qu'elles poseront quelques conditions. Mais l'objectif est déjà annoncé par Macron : le recul de l'âge de départ à 65 ans. Au-delà de l'espérance de vie en bonne santé.

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend « sauver le régime de retraite ». Sauf que la seule menace qui pèse sur ce régime c'est lui-même ! Les réformes précédentes ont déjà fortement réduit les dépenses de retraite. Résultat : allongement de la durée du travail et baisse des pensions. Et le Conseil d'orientation des retraites prévoit un solde positif des caisses de retraites vers 2040 sans nouvelle réforme.

Pas de problème de financement, donc. Mais la nouvelle réforme vise surtout à accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, et des cotisations sociales pour les entreprises). Comme si les profits ne battaient pas déjà tous les records !

Même si le gouffre financier était réel, il suffirait d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations. **Une telle hausse permettrait d'ailleurs de revenir sur toutes les réformes des dernières décennies, à commencer par le rétablissement de la retraite à 60 ans !**

Des grèves pour les salaires

Le remède est le même concernant l'inflation, qui fait fondre les salaires. Face à la colère qui monte, le patronat veut se contenter de primes, qu'il pourra retirer l'année suivante. Mais plusieurs grèves ont éclaté pour de véritables hausses de salaire, comme à PSA-Stellantis, où 500 ouvriers ont fait grève durant trois jours à l'usine de Hordain, dans le Nord, suivis sur plusieurs autres sites. Le 28 septembre, 4 300 ouvriers ont débrayé dans le groupe, exigeant 400 euros d'augmentation par mois et 6 000 euros de prime. Le groupe PSA affiche huit milliards d'euros de bénéfices au premier semestre : il peut payer.

Même chose dans les raffineries TotalEnergies, dont plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, ou chez

Arkema, premier groupe chimique français, dont le site de Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, est en grève depuis plus de deux semaines.

L'impasse des référendums

Devant les profits indécentes de certains secteurs, dont celui de l'énergie, les politiciens de gauche proposent un référendum sur la taxation des « superprofits », une impasse institutionnelle qui prendrait des mois. Macron lui-même ne rejette pas l'idée, tandis que l'Union européenne réfléchit à la question : ça prouve qu'une telle taxe ne déplairait pas forcément au patronat. Elle pourrait lui permettre de mieux répartir les profits, en taxant d'un côté les bénéfices de ceux qui profitent le plus de la désorganisation de la production et de la guerre pour faire monter les prix, pour, de l'autre, accorder des allègements fiscaux à tout le patronat. Les classes populaires n'en verraient pas la couleur, ou au mieux sous forme d'un nouveau et dérisoire chèque énergie.

La meilleure manière de taxer les profits, « super » ou pas, reste encore d'augmenter les salaires !

Tous en lutte !

Cette hausse de salaire, il faudra l'imposer au patronat, par la grève et les mobilisations, en se saisissant de toutes les occasions, dont la manifestation du dimanche 16 octobre contre la vie chère, à l'initiative de la France insoumise, à laquelle appellent des associations et organisations dont le NPA. Pour dire qu'il faudra surtout construire un rapport de force à la base, en s'organisant partout pour défendre nos revendications : **400 euros net pour tous au minimum chaque mois, aucun salaire ou pension en dessous de 2 000 euros net, et l'alignement systématique des salaires sur les prix.**

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

400 euros d'augmentation pour tous !

Nous étions plus de 4 300 salariés PSA à débrayer le 28 septembre pour revendiquer des vraies augmentations de salaires. 1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, etc. : c'est la plus grande vague de débrayage à PSA depuis 33 ans.

La direction a annoncé des négociations salariales pour le 1^{er} décembre pour calmer les esprits. Devenir « raisonnables » ? C'est le meilleur moyen de voir nos salaires mangés par l'inflation ! L'heure est à nous regrouper, discuter et faire monter la pression pour de vraies augmentations de salaires.

Retour façon boomerang

Après le départ du mouvement en semaine 38 dans trois sites PSA du Nord, après les débrayages réussis du lundi 26 septembre dans plusieurs sites, dont Caen avec une centaine de grévistes, la direction du groupe pouvait difficilement rester sans rien faire.

Elle pensait peut-être nous calmer avec la prime de 1 000 euros. Mais lorsque la nouvelle a été connue à Caen via les médias, plusieurs dizaines d'entre nous ont posé les outils et débrayé spontanément en protestation. Il y a des gestes qui en disent plus long que des dizaines d'heures de palabres...

Une prime qui ne résout rien

La prime de 1 000 euros lâchée mardi 27, n'était pas valable pour tous. Bien des ouvriers, notamment de nuit, auraient dû se contenter de 500 euros. Mais vu notre réaction, dès vendredi les plafonds de revenu annuel pour bénéficier des 1 000 euros étaient relevés. Les intérimaires toucheront une prime... proportionnelle à leur présence depuis 1 an : une injustice car l'inflation, ils la subissent toute l'année. Eux aussi auraient mérité d'avoir 1 000 euros.

Cette prime reste de toute façon une arnaque. On n'a pas de garantie que ce ne sera pas pris sur la prime intéressement participation du printemps 2023, et elle ne compte pas pour la retraite.

Paye toi avec ton argent !

La direction se vante d'avoir autorisé le déblocage jusqu'à 10 000 euros (faut déjà les avoir) sur l'épargne salariale. La bonne blague ! 2/3 des salariés débloquent immédiatement chaque année la prime intéressement participation. Pas le choix pour payer les vacances ou tout simplement les factures... Et c'est notre argent. Il serait normal d'en disposer comme on veut tout le temps ; pareil pour le paiement des jours de RTT.

Les salariés sous-traitants en colère

À PSA Sevelnord (Hordain), la semaine dernière,

suite aux mobilisations des PSA, les travailleurs de GSF, qui fournissent en interne des pièces, se sont mis en grève pour les salaires, bloquant la production. À PSA Mulhouse et Sochaux, des dizaines de travailleurs de Veolia STPI ont débrayé pour revendiquer 5 % d'augmentation et 2 000 euros.

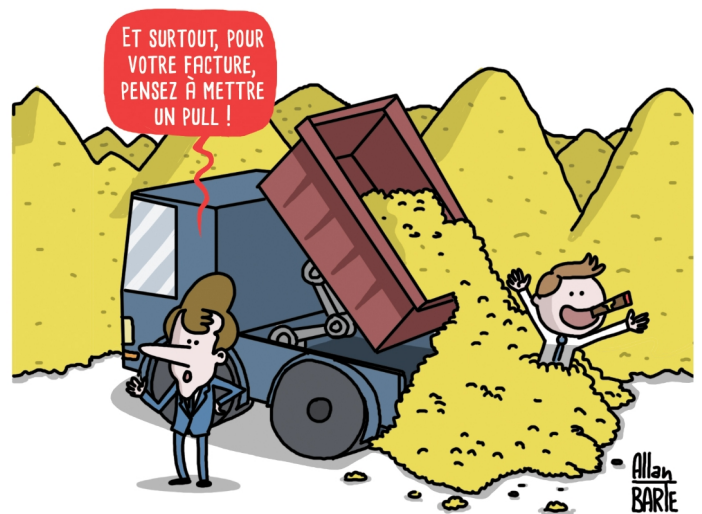
Unis, les salariés de PSA et ceux de la sous-traitance peuvent être une force considérable : mêmes intérêts, même combat pour les salaires !

Faire échec et mat à la direction

À PSA Vesoul, la direction veut transférer l'activité rénovation boîte de vitesse vers Fiat Turin. Cela concernerait 100 travailleurs, soit 40 salariés PSA et 60 sous-traitants. Certains sont particulièrement révoltés : il y a 2 ans, la fermeture de PSA Hérimoncourt (200 salariés) les avait obligés à travailler à PSA Vesoul à plus de 80 km. Ils ont déménagé ou accepté des temps de trajet domicile-usine longs... et la direction leur fait comprendre qu'ils n'ont plus de poste.

Quelles que soient les activités, la direction généralise la concurrence entre sites. Pour ne pas subir, les travailleurs doivent s'unir par-delà les frontières.

**EN PLEIN DÉBAT SUR LES SUPERPROFITS,
TOTAL VA VERSER À SES ACTIONNAIRES UN ACOMPTE
SUR DIVIDENDE EXCEPTIONNEL DE 2,62 MILLIARDS D'EUROS**



« Ouvrez une école, vous fermez une prison » Victor Hugo

Le Conseil Départemental du Calvados est champion de la fermeture des collèges : 6 en moins de 10ans. Mais sa prochaine victime annoncée se rebiffe.

Le collège du Val-de-Vire, dans le quartier HLM du même nom, fonctionne bien. Et le collège Maupas, où le CD veut envoyer tout le monde, est en chantier ! Parents et profs manifestent, font signer des pétitions et s'invitent partout où on ne veut pas d'eux.

Résultat : le maire de Vire reste le seul élu municipal qui n'a pas pris position contre la fermeture. Et une nouvelle manifestation se prépare : **rendez-vous à Vire samedi 15 octobre à 11h !**